

CONVENTION D'ACCUEIL ELEVE EN MILIEU PROFESSIONNEL

| | | | |
|---|--|--|---|
| Adresse : 59 Route d'Etrembières 74100 ANNEMASSE | | Tél : 04 50 92 07 56 Fax : 04 50 92 86 74 | @ sep.0741476c@ac-grenoble.fr Site : https://jean-monnet-annemasse.ent.auvergnerrhonealpes.fr/ |
| Lycée | Représenté par son proviseur : Monsieur Christophe VIGNEAU Directeur Délégué aux Formations Professionnelles et Technologiques : Monsieur Martial ROSSI Mel : ctx.0740010J@ac-grenoble.fr Professeur principal : «Stagiaire_ProfPrincipal» Professeur référent : .«Stagiaire_Stage_ProfRef_Nom» tel / E-mail : | | |
| Elève | Nom : «Stagiaire_Nom» «Stagiaire_Prenom» Adresse : «Stagiaire_AdrLigne1» «Stagiaire_CodePostal» «Stagiaire_Ville» Tel : «Stagiaire_TelPortable» | | Date de naissance : «Stagiaire_DateNais» Classe : «Stagiaire_FormationMEF» E-Mail : «Stagiaire_Email» |

| | | |
|-------------------|---|--|
| Entreprise | Raison sociale : Adresse : Code Postal : Ville : | Tel : Fax : |
| | Représenté par M : Fonction : | Mel :@..... |
| | Adresse du lieu d'accueil (si différente) : Tel : Fax : | Tuteur : M / Mme : Fonction : N° tél/ poste : Mel : |
| Entreprise | N° SIRET - SIREN : Domaine d'activité principale : Nom de l'assurance RC et n° de police de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil : | Effectif : Code NAF : |

Nous recommandons au responsable d'entreprise de vérifier que son assurance le protège lorsque la responsabilité de son entreprise ou celle d'un de ses salariés peut être engagée.

| Accord pour : | Date de début | Date de fin | Nbre de Semaines |
|------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------|
| X (exemple) | 04/05/2012 | 18/05/2012 | 02 |
| | «Stagiaire_Stage_Premier Jour» | «Stagiaire_Stage_DernierJ our» | |
| | | | |

Vu le code du travail, notamment ses articles L.4121-1 et suivants, L.4153-1 à L.4153-9, L.4154-2 à L.4154-3, R.4153-38 à R.4153-52, D.4153-2 à D.4153-4 et D.4153-15 à D.4153-37,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.124-1 à 20, R.124-10 à R.124-13 et D.124-1 à D.124-9,

Vu la délibération du conseil d'administration du lycée, en date du 8 septembre 2023, approuvant la convention-type et autorisant le chef d'établissement à conclure au nom de l'établissement toute convention relative aux périodes de formation en milieu professionnel conforme à la convention-type, Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention : La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l'élève de l'établissement désigné, de périodes de formation en milieu professionnel réalisées dans le cadre de l'enseignement professionnel.

Article 2 - Finalité de la formation en milieu professionnel : Les périodes de formation en milieu professionnel correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil (article L.124-1 du code de l'éducation). En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise.

Article 3 - Dispositions de la convention : La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières. L'annexe pédagogique définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel est précisé dans un livret de suivi. L'annexe financière définit les modalités de prise en charge des frais afférents à la période, ainsi que les modalités d'assurance. La convention est signée par le chef d'établissement, le représentant de l'entreprise ou l'organisme d'accueil de l'élève (entreprise, administration, association...), le stagiaire ou, s'il est mineur, par son représentant légal, l'enseignant-référent et le tuteur de stage. La convention est ensuite adressée à la famille pour information.

Article 4 - Obligations de la structure d'accueil (entreprise, administration, association...) : La structure d'accueil doit désigner un tuteur de stage qui dispose des connaissances et de l'expérience nécessaires à l'encadrement d'un stagiaire et s'assurer de sa disponibilité pour assurer cette fonction pendant toute la durée du stage. La structure d'accueil veille à ce que le stagiaire bénéficie d'un accueil lors de son arrivée, au cours duquel il est informé des règles applicables dans l'établissement et notamment de celles relatives à la santé et à la sécurité.

Article 5 - Statut et obligations de l'élève : L'élève demeure, durant la période de formation en milieu professionnel, sous statut scolaire. Il reste sous la responsabilité du chef d'établissement scolaire. L'élève n'est pas pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'entreprise. Il ne peut participer aux éventuelles élections professionnelles. L'élève est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de santé et sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions des articles 7 et 8 de la présente convention. L'élève est soumis au secret professionnel. Il est tenu d'observer une entière discrétion sur l'ensemble des renseignements qu'il pourra recueillir à l'occasion de ses fonctions ou du fait de sa présence dans l'entreprise. En outre, l'élève s'engage à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l'entreprise. L'élève signale à l'enseignant référent les situations éventuelles de discrimination, harcèlement, violence à caractère sexiste ou sexuel.

Article 6 – Allocation de l'Etat : Conformément au décret n° 2023-765 du 11 août 2023, relatif au versement d'une allocation en faveur des lycéens de la voie professionnelle dans le cadre de la valorisation des périodes de formation en milieu professionnel, et à l'arrêté du 11 août 2023, déterminant les montants et les conditions de versement de l'allocation aux lycéens de la voie professionnelle engagés dans les périodes de formation en milieu professionnel, une allocation financière est créée à destination des lycéens réalisant leurs périodes de formation en milieu professionnel (PFMP), dans le cadre d'une formation diplômante de niveau 3 et 4 ou dans le cadre de formations complémentaires d'initiative locale (FCIL) complémentaires à ces diplômes. **Cette allocation est versée par l'État au titre de l'ensemble des jours effectués par le lycéen en PFMP dans le cadre de la convention et attestés au moyen de l'attestation de stage mentionnée à l'article 21 de la présente convention.**

Article 7 - Gratification par l'entreprise : L'élève ne peut prétendre à aucune rémunération de l'entreprise. Toutefois, il peut lui être alloué une gratification. Lorsque la durée de la période de formation en milieu professionnel au sein d'un même organisme d'accueil est supérieure à deux mois consécutifs ou, au cours d'une même année scolaire, à deux mois consécutifs (soit plus de quarante-quatre jours) ou non, la ou les périodes de formation en milieu professionnel font l'objet d'une gratification versée mensuellement. Son montant correspond à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale prévu à l'article D.242-2-1 du code de la sécurité sociale. Cette gratification n'a pas le caractère d'un salaire au sens de l'article L.3221-3 du code du travail. Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise d'accueil du stagiaire, conformément aux dispositions du II-A de l'article R.412-4 du code de la sécurité sociale.

Article 8 - Durée du travail : En ce qui concerne la durée du travail, tous les élèves sont soumis à la durée hebdomadaire légale ou conventionnelle si celle-ci est inférieure à la durée légale.

Article 9 - Durée et horaires de travail des élèves majeurs : Dans l'hypothèse où l'élève majeur est soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaires effectuées pendant la période en milieu professionnel ne pourra excéder les limites indiquées ci-dessus. En ce qui concerne le travail de nuit, seul l'élève majeur nommément désigné par le chef d'établissement scolaire peut être incorporé à une équipe de nuit.

Article 10 - Durée et horaires de travail des élèves mineurs : La durée de travail de l'élève mineur ne peut excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine. Le repos hebdomadaire de l'élève mineur doit être d'une durée minimale de deux jours consécutifs. La période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche. Pour chaque période de vingt-quatre heures, la période minimale de repos quotidien est fixée à quatorze heures consécutives pour l'élève mineur de moins de seize ans et à douze heures consécutives pour l'élève mineur de seize à dix-huit ans. Au-delà de quatre heures et demie de travail quotidien, l'élève mineur doit bénéficier d'une pause d'au moins trente minutes consécutives.

Le travail de nuit est interdit (Ces dispositions ne peuvent pas faire l'objet d'une dérogation) :
- à l'élève mineur de seize à dix-huit ans entre vingt-deux heures le soir et six heures le matin ;
- à l'élève de moins de seize ans entre vingt heures et six heures.

Article 11 - Avantages offerts par l'entreprise ou l'organisme d'accueil : Conformément à l'article L.124-13 du code de l'éducation, le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurant prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Article 12 – Santé et sécurité au travail : La stagiaire étant placé sous l'autorité du responsable de l'entreprise (ou organisme) d'accueil, il bénéficie des mêmes droits que les salariés dans le domaine de la santé et sécurité. L'entreprise ou l'organisme d'accueil veille à :

- Procéder à l'évaluation des risques professionnels auxquels le stagiaire est susceptible d'être exposé, en fonction de son âge et de la réglementation en vigueur ;
- Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale du stagiaire ;
- Fournir au stagiaire les équipements de protection individuelle nécessaires, et veiller au port effectif de ces équipements par la stagiaire après l'avoir formé à leur utilisation ;
- Informier et former le stagiaire des risques liés au poste de travail et des moyens pour les prévenir. En cas de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité prévues par le règlement intérieur, l'employeur peut suspendre et mettre fin au stage en concertation avec l'établissement d'enseignement.

Le stagiaire bénéficie de dispositions spécifiques qui le protègent.

-Conformément à l'art.L.124-14 du Code de l'éducation, il est interdit de confier au stagiaire des tâches dangereuses pour sa santé et sa sécurité.

-Conformément aux articles L.4154-2 et L.4154-3 du Code du travail, le stagiaire affecté à un poste de travail présentant des risques particuliers pour sa santé ou sécurité bénéficie d'une formation renforcée à la sécurité ainsi que d'un accueil et d'une information adaptés dans l'entreprise dans laquelle il est employé. La liste de ces postes de travail est établie par le responsable de l'entreprise (ou organisme) d'accueil, après avis du médecin du travail et du

comité social et économique, s'il existe. Elle est tenue à la disposition de l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

Article 13 - Sécurité – travaux interdits aux mineurs : En application des articles R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D. 4153-4 et D.4153-15 à D. 4153-37 du code du travail, l'élève mineur de quinze ans au moins, peut être affecté **aux travaux réglementés après que l'entreprise ait adressé à l'inspecteur du travail une déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs**. La déclaration de dérogation doit préciser le secteur d'activité de l'entreprise, les formations professionnelles pour lesquelles elle est établie, les différents lieux de formation, la liste des travaux susceptibles de dérogation et les équipements de travail liés à ces travaux ainsi que la qualité et la fonction de la (ou des) personne(s) compétente(s) pour encadrer le jeune pendant l'exécution des travaux précités. Elle est signée par le responsable de l'entreprise et adressée à l'inspecteur du travail. L'élève ne doit utiliser ces machines, produits ou effectuer ces travaux en entreprise qu'avec l'autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.

Article 14 - Sécurité électrique : L'élève ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur - ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le responsable de l'entreprise (ou organisme) d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer. Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'élève en établissement scolaire, préalablement à sa période de formation en milieu professionnel. L'habilitation est délivrée au vu d'un carnet individuel de formation établi par l'établissement scolaire qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie avec succès par l'élève.

Article 15 - Couverture des accidents du travail : En application de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale, l'élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail. Conformément à l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale, lorsque l'élève est victime d'un accident survenant soit au cours du travail, soit au cours du trajet, **l'obligation de déclaration d'accident incombe à l'entreprise d'accueil**. Celle-ci adressera à la CPAM compétente, une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures suivant l'accident. Pour le calcul de ce délai de 48 heures, les dimanches et jours fériés ne sont pas comptés. L'entreprise fait parvenir, sans délai, une copie de la déclaration au chef d'établissement.

Article 16 - Autorisation d'absence : En cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celles prévues pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37 et L.1225-46 du code du travail. Pour les périodes de formation en milieu professionnel dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de six mois, la convention de stage doit prévoir la possibilité de congés et d'autorisations d'absence au bénéfice du stagiaire au cours de la période de formation en milieu professionnel.

Article 17 - Assurance responsabilité civile : Le chef de l'entreprise d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle peut être engagée. Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée de sa période de formation en milieu professionnel dans l'entreprise ou à l'occasion de la préparation de celle-ci.

Article 18 - Encadrement et suivi de la période de formation en milieu professionnel : Les conditions dans lesquelles l'enseignant-référent de l'établissement et le tuteur dans l'entreprise (ou l'organisme) d'accueil assurent l'encadrement et le suivi du stagiaire figurent dans l'annexe pédagogique jointe à la présente convention. L'encadrement et le suivi du stage comporte à minima :

- une prise de contact d'un professeur référent avec l'élève et le tuteur au cours de la première partie du stage ;
- un suivi régulier d'un professeur référent avec élève et tuteur.
- l'évaluation du stage.

L'encadrement et le suivi donne lieu à minima à une rencontre entre professeur référent, élève et tuteur.

Article 19 - Suspension et résiliation de la convention de stage : Le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise (ou organisme) d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient être rencontrées à l'occasion de la période de formation en milieu professionnel. Le cas échéant, ils prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à résoudre les problèmes d'absentéisme ou de manquement à la discipline, notamment en cas de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité prévues par le règlement intérieur de l'entreprise. Au besoin, ils étudieront ensemble les modalités de suspension ou de résiliation de la période de formation en milieu professionnel.

Article 20 - Validation de la période de formation en milieu professionnel en cas d'interruption : Lorsque le stagiaire interrompt sa période de formation en milieu professionnel pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption ou, en accord avec l'établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention à l'initiative de l'entreprise (ou organisme) d'accueil, l'établissement propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin de la période de formation en milieu professionnel ou du stage, en tout ou partie, est également possible.

Article 21 – Attestation de stage : A l'issue de la période de formation en milieu professionnel, **le responsable de l'entreprise ou organisme d'accueil délivre une attestation conforme à l'attestation type figurant en annexe de la présente convention**. Ce document doit être complété et signé le dernier jour du stage par un responsable autorisé de l'entreprise ou organisme d'accueil. Elle est remise au lycéen stagiaire, remise ou envoyée à l'établissement scolaire et conservée dans l'entreprise et dans l'établissement.

Pour les stages à l'étranger :

Le maintien du droit aux prestations de la législation française contre les risques d'accident du travail en stage non rémunéré est reconnu quel que soit le pays de destination. Une attestation de prise en charge sera délivrée par la caisse Primaire d'assurance maladie qui fournit un formulaire S 3124 : feuille de soins dispensés à l'étranger.

La couverture du risque est prévue pour l'accident survenant

au cours des trajets aller-retour effectués par le stagiaire entre la résidence principale qu'il occupe sur le territoire étranger et son lieu de stage au cours du trajet aller- retour effectué nécessairement par le stagiaire pour quitter le territoire français et se rendre sur le territoire étranger où doit s'effectuer le stage.

La demande de maintien de droit est à formuler par l'établissement scolaire auprès de la CPAM de son ressort, accompagnée d'un exemplaire de la convention de stage.

En cas d'accident, le stagiaire ou, en cas d'impossibilité de celui-ci, son maître de stage, avise dans les meilleurs délais le chef d'établissement par pli recommandé, en communiquant le maximum de renseignements. A réception de ces informations, le chef d'établissement établira la déclaration d'accident selon les modalités habituelles. Toutefois en période de fermeture de l'établissement, la déclaration sera adressée directement par le stagiaire ou son maître de stage, pas pli recommandé à la CPAM. Il appartient aux parents d'en aviser le chef d'établissement.

CPAM – service accidents du travail
2 rue Robert Schuman BP 353 74984 ANNECY CEDEX 9

Le règlement des frais médicaux engagés à l'étranger incombe, dans tous les cas à la victime. Ils lui seront remboursés ensuite par la CPAM, au vu des justificatifs et d'une attestation sur l'honneur établie par la victime certifiant que les soins n'ont pas fait l'objet d'aucune prise en charge par le pays d'accueil. L'indemnisation de l'incapacité permanente partielle (rente) s'effectuera conformément aux procédures utilisées pour les travailleurs détachés. La contestation relatives à l'accident survenu pendant les stages à l'étranger sont du ressort des juridictions françaises.

| | |
|---------|--|
| Famille | Assurance* : Le stagiaire déclare être couvert par une assurance responsabilité civile : <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non |
| | CPAM dont dépend l'élève : |
| | N° de sécurité sociale de l'élève : |
| | Transport : (renseignements obligatoires) |
| | Moyen de transport utilisé pour se rendre au lycée : |
| | Moyen de transport utilisé pour se rendre sur le lieu de stage : |
| | Restauration : (renseignements obligatoires) : L'élève prendra son repas de midi : |
| | <input type="radio"/> chez lui <input type="radio"/> au lycée <input type="radio"/> dans un autre lycée (à préciser) <input type="radio"/> au sein de l'entreprise |
| | <input type="radio"/> autre lieu (à préciser)..... |
| | Hébergement : L'élève sera hébergé |
| | <input type="radio"/> chez lui <input type="radio"/> au lycée <input type="radio"/> dans un autre lycée (à préciser) <input type="radio"/> au sein de l'entreprise |
| | <input type="radio"/> autre lieu (à préciser)..... |

| | |
|------------|--|
| Entreprise | L'élève sera amené à effectuer des déplacements itinérants durant le temps de travail : <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non |
| | L'élève mineur sera amené à utiliser des machines classées dangereuses |
| | par le Ministère du Travail : <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non |
| | (Si oui, une demande de dérogation individuelle jointe au courrier de retour, devra être envoyée à l'Inspection du Travail si l'élève est mineur) |
| | L'élève recevra une habilitation à travailler sur des installations électriques : <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non |

| | |
|------------|--|
| Entreprise | Participation aux frais de stage : |
| | L'entreprise prend en charge les frais de transport : <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non |
| | Si oui, selon les modalités suivantes : |
| | L'entreprise prend en charge les frais de restauration : <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non |
| | Si oui, selon les modalités suivantes : |
| | L'entreprise prend en charge les frais d'hébergement : <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non |

| | | | | |
|------------|---|------------------------------|------------------------------|--------------|
| Entreprise | Horaires de travail : Pour les élèves mineurs : 35h/semaine et 8h par jour maximum, 30 minutes de pause au-delà de 4h30 de travail consécutif, le dimanche est un jour de repos obligatoire associé soit au samedi, soit au lundi. | | | |
| | Horaires détaillés | Matin | Après-midi | Total / jour |
| | LUNDI | De ____ h ____ à ____ h ____ | De ____ h ____ à ____ h ____ | |
| | MARDI | De ____ h ____ à ____ h ____ | De ____ h ____ à ____ h ____ | |
| | MERCREDI | De ____ h ____ à ____ h ____ | De ____ h ____ à ____ h ____ | |
| | JEUDI | De ____ h ____ à ____ h ____ | De ____ h ____ à ____ h ____ | |
| | VENDREDI | De ____ h ____ à ____ h ____ | De ____ h ____ à ____ h ____ | |
| | SAMEDI | De ____ h ____ à ____ h ____ | De ____ h ____ à ____ h ____ | |
| | Total hebdomadaire : heures | | | |
| | AUTRES MENTIONS À FAIRE FIGURER SUR LA CONVENTION (<i>exemples : vêtements de travail particuliers...</i>) | | | |

| Signatures | | | |
|-------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|---|
| Signature de l'entreprise Date : | Signature des parents Date : | Validation du professeur Date : | Validation de l'établissement Date : |
| | | | |